

aucun doute qu'une crise se prépare et pourtant, le gouvernement fédéral reste passif, indifférent tandis que le ministre l'invite à l'action. De nos jours, renouveler une hypothèque est un cauchemar, essayer de trouver un appartement ou une maison à louer à un prix abordable, c'est essayer de trouver une aiguille dans la proverbiale botte de foin et tenter de gagner sa vie dans le secteur de la construction, c'est encore pire, c'est pratiquement impossible. Il faut en outre mentionner une autre couche de notre société, dont je n'ai pas encore parlé en détail, et qui est probablement la plus touchée de toutes. J'ajoute que les conséquences d'une pareille crise pour le Canada ont des ramifications étendues. Le gouvernement ne fait rien pour mettre un terme à la crise du logement et en maintenant les taux des prêts hypothécaires à des niveaux inaccessibles, il dépouille toute une génération de Canadiens du rêve de devenir un jour propriétaires. Leur univers est plutôt celui des logements sociaux. Nos jeunes sont particulièrement frappés par le chômage et ils ont du mal à joindre les deux bouts dans les logements locatifs. Ils voient leurs parents faire des efforts pour payer les taxes, faire les versements hypothécaires, entretenir leur maison et garder la table garnie. Voyant cela, ils jurent que cela ne leur arrivera pas, qu'ils ne se laisseront pas prendre. Pour eux, une maison n'est pas un rêve ou un objectif qu'il faut chercher à atteindre. C'est un cauchemar qui est en train de rendre fous leurs parents. Ils disent: «Non merci, nous ne nous ferons pas prendre dans cette souricière gouvernementale, nous allons exiger que le logement nous soit fourni à même les deniers publics».

Ces jeunes gens ne se laissent pas impressionner par les problèmes du marché. On a cité des chiffres aujourd'hui; pour acheter une maison moyenne à Halifax, il faut un revenu familial de \$35,700. A Montréal, le chiffre est de \$36,000; partout ailleurs, c'est encore plus élevé. Voilà le revenu moyen nécessaire à l'achat d'une maison. Mais le revenu familial moyen au Canada n'est que de \$27,000. Par conséquent, même si les jeunes ménages canadiens voulaient acheter une maison, ce serait trop cher pour eux. Le résultat, c'est que la nouvelle génération a laissé tomber l'objectif de la propriété, a renoncé au droit de posséder sa maison. Nous ne serons plus une nation de propriétaires. Pour beaucoup, ce ne sera plus qu'un rêve, si jamais ils entretiennent de tels rêves. Quel sombre avenir pour ce pays d'abondance!

Monsieur l'Orateur, le Canada doit-il malgré sa superficie, devenir un pays où l'on vivra en appartement, un pays où seuls les riches pourraient posséder une maison et l'habiter, une maison analogue à celles que nous avons à l'heure actuelle? Est-ce dans ce but que nos ancêtres sont venus s'établir dans ce pays formidable qui est le nôtre? Certainement pas. On nous a appris à avoir confiance dans notre pays et dans ses promesses et l'une de ces promesses, c'est d'avoir l'occasion de posséder un terrain et d'y construire une maison. C'est ce que je croyais, et je ne souhaite pas voir disparaître cette promesse.

Des voix: Bravo!

M. Reid (St. Catharines): Le projet de loi C-89 ne respecte pas ce principe, car il a été enfanté par un gouvernement usé, cynique et indifférent qui n'a plus le courage, la clairvoyance ni la sagesse nécessaires pour défendre les intérêts des Canadiens. Je comprends la déconfiture du ministre qui a parrainé

Le logement—Loi

ce projet de loi. S'il ne veut pas présider à la destruction de l'industrie canadienne du logement ou à l'effondrement du rêve canadien, il devrait démissionner, car il est moralement tenu de le faire, et dénoncer la crise du logement actuelle; il doit nous donner l'occasion de prendre un nouveau départ. Merci, monsieur l'Orateur.

M. Jim Peterson (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de prendre la parole à propos de cette mesure importante pour l'habitation. Avant d'entrer dans le vif du sujet je ne puis m'empêcher de répondre au député de St. Catharines (M. Reid). Je l'ai écouté très attentivement, car il m'a semblé proposer deux solutions aux problèmes du logement. Admettons-le carrément, la situation serait idéale si chaque Canadien possédait une maison unifamiliale détachée, mais, malheureusement, nous ne vivons pas dans un monde utopique. Chacun de nous doit faire face à de dures réalités qui, à certains moments de notre histoire économique, exigent que nous fassions preuve de modération.

Même les députés de l'opposition, y compris ceux qui font un peu de chahut sur les banquettes du fond, s'accordent à dire que nous ne pouvons pas promettre la lune à tout le monde, même si nous aimerions que tous l'aient.

Quelles sont les deux solutions que le député de St. Catharines a proposées au problème du logement? Monsieur l'Orateur, «à la recherche du temps passé» a été le thème de son discours. Il nous a suggéré deux solutions. D'abord, de faire baisser nos taux d'intérêt élevés. Mais nous a-t-il proposé un seul moyen pratique de le faire? Pas du tout. Il s'est contenté de nous dire que ce serait souhaitable, qu'en fait nous devions les faire disparaître. Voilà qui est très bien; nous aimerions nous aussi voir les taux d'intérêt baisser, mais nous savons qu'elles seraient les conséquences d'actes irréfléchis. Le député ne nous a pas dit si, dans l'éventualité où nous les ramenions en deçà des taux américains, si, dis-je, son parti verrait d'un bon œil l'imposition du contrôle des changes pour empêcher l'exode des capitaux. Il n'en a pas soufflé mot. De fait, il a même fait des reproches au chef néo-démocrate lorsque celui-ci nous a encouragés dans cette voie. Il ne nous a pas fourni une seule mesure valable dans les propositions qu'il nous a faites, et Dieu sait si nous aimerions tous que les taux d'intérêt baissent.

● (1750)

Il pleure sur le bon vieux temps et nous reproche d'avoir supprimé le programme des IRLM. Ai-je besoin de rappeler à nos vis-à-vis que le budget Clark-Crosbie en prévoyait la suppression? Ils sont vraiment mal placés, après avoir vanté l'honnêteté de leur budget de venir nous reprocher maintenant d'abolir ce programme. Peut-être sont-ils revenus sur leur position et estiment-ils que ce système constitue un bon moyen pour relancer le secteur de la construction? Je tiens à dire que de nombreux logements ont été mis en chantier dans le cadre de ce programme qui a été prorogé jusqu'au 31 décembre afin de permettre la construction de logements locatifs. Le programme a fait la preuve de son efficacité par le passé. Si nos vis-à-vis veulent défendre les IRLM, ils feraient mieux de le dire carrément plutôt que de s'embourber dans leurs vains discours et d'oublier que leur parti a le premier aboli le programme des IRLM.